

CA académique du SNES-FSU de Grenoble – 13 novembre 2025

La démission, quelques heures après son annonce, du gouvernement Lecornu 1 et la renomination du Premier ministre ont été un symptôme de la crise politique que nous connaissons depuis la dissolution de l'Assemblée nationale et dont Emmanuel Macron porte l'entière responsabilité en niant le résultat des urnes et en refusant de changer de politique. Le gouvernement Lecornu 2 est dans la continuité des précédents. Amélie de Montchalin, déjà ministre de la Transformation et de la Fonction publiques dans le gouvernement Castex quand elle réclamait une « transformation managériale », reprend la main sur la Fonction publique avec son ministre délégué David Amiel, conseiller d'Emmanuel Macron dès 2015. Édouard Geffray, ministre de l'Éducation nationale, a fait ses classes sous Blanquer comme DRH du ministère de l'Éducation nationale, avant de devenir directeur général de l'enseignement scolaire (Dgesco). Quant à Sébastien Lecornu, son discours de politique générale était sans ambiguïté : « la suspension [de la réforme des retraites] coûtera 400 millions d'euros en 2027 et touchera 3,5 millions de Français. Elle devra donc être compensée par des économies », ouvrant la porte de la retraite par points et de la capitalisation, vite suivis par les responsables politiques macronistes et de la droite dite républicaine.

Le débat sur les projets de budgets de l'État et de la sécurité sociale fait tomber les masques avec le glissement de la droite dite républicaine vers le rassemblement national qui se réjouit d'accumuler des victoires, mêmes symboliques, comme la dénonciation des accords avec l'Algérie. L'examen des budgets par l'Assemblée nationale et les artifices pour en repousser le vote, avec sa transmission au Sénat montrent la volonté du gouvernement de passer en force sur un budget d'austérité qui dessine toujours plus un projet de société inégalitaire où la santé, les retraites, les salaires, les services publics, l'éducation, la culture et l'environnement sont sacrifiés au profit des plus riches.

Le gel des pensions et leur future sous-indexation, la suppression de l'abattement de 10 % sur les pensions, le gel des prestations sociales, la baisse des aides pour la rénovation énergétique, la suppression de plus de 3 000 postes de fonctionnaires, le gel du point d'indice, maintien de la rémunération à 90 % des arrêts maladie et la fermeture à toute revalorisation des carrières des fonctionnaires sont toujours à l'ordre du jour des discussions.

Dans l'éducation, ce sont 4 018 emplois d'enseignant-es qui seraient supprimés et notre ministre met en avant la baisse annoncée des effectifs. Or, depuis 2017, le second degré a gagné près de 8 000 élèves et a perdu près de 10 000 emplois de professeur-es. Dans notre académie, ce sont 1089 élèves qui sont attendu-es en moins pour la rentrée prochaine sur 230 911 à la rentrée. Il n'est pas utile de sortir une calculatrice pour voir la portée réelle de cette baisse dans nos classes, alors que le nombre d'élèves par classe ne cesse d'augmenter pour atteindre 25,8 en collège et 30,3 en lycée en 2023, bien au-dessus des moyennes européennes.

Les discussions budgétaires dans les collectivités territoriales révèlent la volonté de détruire le service public d'éducation au profit de l'enseignement privé. Alors que les collectivités dans notre académie diminuent les dotations aux collèges et lycées publics, les subventions aux établissements privés sont octroyées au maximum des possibilités légales et ces choix idéologiques sont mis en avant avec des prises de positions toujours plus sécuritaires et n'hésitant pas à promouvoir des officines d'extrême-droite sur l'EVARS par exemple.

Le service public d'éducation est attaqué de toute part. La récente enquête sur l'inclusion a montré que le manque criant de personnels AESH a augmenté. La réponse de l'administration est une

remise en cause d'un service public d'éducation pour toutes et tous avec la volonté de pouvoir contrôler le nombre et la teneur des préconisations MDPH.

Les conséquences sur les personnels sont désastreuses. La récente enquête Talis a montré que les réformes incessantes et la faiblesse des salaires sont des sources de mécontentement plus marquées en France.

Au lieu d'écouter ses personnels, les politiques d'éducation ne font qu'en dégrader toujours plus les conditions de travail : les AESH sont toujours aussi malmenés avec des pressions incessantes et des changements d'affectation, les AED sont toujours rémunérés au plus bas, les personnels enseignant·es, CPE et PsyEN connaissent toujours plus d'injonctions. Ce n'est pas en diminuant leur niveau de qualification à 2,5 années postbac sans revalorisation globale des carrières que seront valorisés les personnels de l'éducation dans la société.

Ce qui se dessine va au-delà d'une école à deux vitesses avec un service public d'éducation réduit à l'os et une école privée pour les plus riches. C'est bien un modèle de société inégalitaire et ségrégatif qui se met en place, porté par une droite qui ne se cache plus de sa proximité avec ses extrêmes.

Face à ces choix, le SNES et la FSU continuent à porter un autre projet de société de justice sociale, fiscale et environnementale. Les retraité·es ont ouvert la voie avec la journée de mobilisation du 6 novembre, notamment contre le gel des pensions et des retraites, et surtout sur la question de la justice sociale et les solidarités.

La FSU appelle, avec la CGT et Solidaires, à une journée de grève interprofessionnelle le mardi 2 décembre, dans la poursuite des journées de mobilisation de septembre et octobre où nous avons gagné la bataille de l'opinion autour de la justice fiscale et sociale.

Parce que nous savons qu'un autre projet de société ne peut se mettre en œuvre sans une École publique laïque pour toutes et tous les élèves, le SNES-FSU doit dès aujourd'hui construire un plan d'action pour le second degré et l'éducation afin de baisser drastiquement le nombre d'élèves par classe, de recruter massivement des AESH pour permettre une réelle inclusion et exiger la fin de la précarité et la revalorisation de nos métiers, seuls remèdes contre la crise d'attractivité. Ce plan d'action doit aboutir à un appel à la grève plusieurs jours fin janvier autour de nos mandats, afin de mobiliser massivement la profession pour imposer et gagner !

Dans l'immédiat, le SNES-FSU académique mettra à disposition le matériel nécessaire pour informer et mobiliser les collègues sur les enjeux des discussions budgétaires et popularisera son projet pour le second degré et le service public d'éducation.

La CA académique appelle les personnels à participer massivement aux heures d'information syndicale et aux stages sur les enjeux de la Protection sociale, sur les enjeux de carrières et de Fonction publique, sur les collèges et lycées.

Le 25 novembre et autour, le SNES-FSU appelle à participer aux rassemblements et manifestations dans le cadre de la journée internationale contre les violences faites aux femmes et pour la paix. Le SNES et la FSU sont pleinement engagé·es dans la lutte contre les VSS et pour l'égalité femme-homme.

Texte adopté à l'unanimité des 22 présent·es